

Processus de deuil(s) et de mémoire(s), mémoire(s) et deuil(s) en processus : regards croisés sur les violences politiques dans le Pays basque contemporain

**En hommage à une librairie
L'histoire de la résistance de Lagun face à la dictature et au terrorisme**

Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA
Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo, Vitoria
David CRÉMAUX-BOUCHE
Université Grenoble-Alpes, ILCEA4-CERHIS

Résumé

En juillet 2023, la librairie Lagun annonça sa fermeture, suscitant une émotion vive à la hauteur de son importance dans la lutte pour la liberté au Pays basque. Fondée en 1968 par María Teresa Castells à San Sebastián, elle fut un bastion de culture et de liberté, ciblé tant par l'extrême droite franquiste (1972-1977), qui cherchait à empêcher le changement socioculturel promu par la Transition, que par la gauche nationaliste radicale basque (1995-2010) en raison de son engagement civique. Dans cette dynamique, Lagun se trouve entre deux terrorismes, incarnant un point de résistance qui permet de mieux comprendre la manière dont la violence extrémiste, quoique portée par des idéologies opposées, a pu frapper le même symbole de liberté et de diffusion du livre. Davantage attaquée que toute autre librairie en Espagne, Lagun incarne cette résistance exemplaire aux terrorismes que cet article entend retracer – et soumettre à une réflexion sur le deuil collectif, la transmission mémorielle – en guise d'hommage.

Resumen

En julio de 2023, la librería Lagun anunció su cierre, lo que provocó una profunda conmoción a la altura de su papel histórico en la defensa de las libertades en el País Vasco. Fundada en 1968 por María Teresa Castells en San Sebastián, se convirtió en un auténtico bastión de cultura y de libertad, objeto de la violencia tanto de la extrema derecha franquista (1972-1977), que trató de frenar el cambio sociocultural asociado a la Transición, como de la izquierda nacionalista radical vasca (1995-2010), que la señaló por su compromiso cívico. La trayectoria de Lagun, situada en la encrucijada entre dos terrorismos de signo opuesto, permite comprender cómo la

violencia extremista puede cebarse en un mismo símbolo de libertad y de difusión del libro. Ninguna otra librería en España fue objeto de ataques tan continuados como Lagun, que encarna una resistencia ejemplar frente a ambos terrorismos. Este artículo reconstruye su trayectoria y la somete a un análisis desde la perspectiva del duelo colectivo, de la transmisión de la memoria, a modo de homenaje a la librería y a quienes la hicieron posible.

Plan

Le franquisme et le néo-franquisme contre Lagun

Le nationalisme basque radical face au monde du livre

La « socialisation de la souffrance »

La fin d'ETA

Conclusion

Bibliographie

Pour s'emparer du pouvoir et imposer un nouveau régime, les militaires qui se soulevèrent contre la Seconde République espagnole le 18 juillet 1936 eurent recours de manière systématique au terrorisme, c'est-à-dire à des actes de violence destinés non seulement à infliger des dommages matériels et humains immédiats, mais aussi – et surtout – à produire un effet psychologique de grande ampleur permettant d'atteindre des objectifs politiques¹. Il suffit, pour s'en convaincre, de rappeler l'instruction réservée d'Emilio Mola, l'un des principaux instigateurs de la conspiration militaire : « Il est nécessaire de créer une atmosphère de terreur ; il faut laisser une impression de domination en éliminant sans scrupule ni hésitation tous ceux qui ne pensent pas comme nous. Nous devons produire une forte impression : quiconque est, ouvertement ou secrètement, défenseur du Front populaire doit être fusillé »².

Puisque le coup d'État du 18 juillet 1936 a échoué à s'emparer d'emblée de l'ensemble du territoire espagnol, les insurgés s'employèrent à prolonger et à systématiser cette atmosphère de terreur : la dictature du général Francisco Franco, qui devait durer trente-six ans, s'imposa dans le sang et le feu. La guerre d'Espagne (1936-1939) fit environ 200 000 morts au combat et 350 000 victimes supplémentaires du fait de la surmortalité liée aux privations. En outre, Francisco Espinosa estime que les insurgés firent assassiner 140 000 personnes à l'arrière pendant le conflit et l'immédiat après-guerre (les républicains, quant à eux, environ 50 000). À ce bilan s'ajoutent les peines de prison, les amendes, les bannissements et les procédures d'épuration professionnelle, ainsi que l'exil définitif d'environ 300 000 Espagnols. Il convient également de rappeler la famine qui, dans les années quarante, coûta la vie à plus de 200 000 personnes, selon Miguel Ángel del Arco³. L'ampleur de ces violences laisse en héritage un paysage de pertes massives – humaines, politiques, sociales – dont le deuil collectif demeure inégalement élaboré, en particulier au Pays basque, où la mémoire de la répression franquiste se superpose plus tard à celle du terrorisme d'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*, Pays basque et liberté)⁴.

La dictature ne se maintint pas uniquement par la violence répressive, laquelle tendit à devenir plus sélective avec le temps. Ses piliers furent l'armée, l'Église

¹ Un glossaire audiovisuel sur le champ sémantique du terme « terrorisme » est disponible en suivant ce lien : <https://glosariovt.com/glosario-vt/terrorismo/>.

² Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, *El terrorismo en España. De ETA al Dáesh*, Madrid, Cátedra, 2021, p. 24. Nous traduisons.

³ Miguel Ángel del ARCO BLANCO, *La hambruna española*, Barcelone, Crítica, 2025. Voir aussi Francisco ESPINOSA, « La guerra de Acedo Colunga: Memoria de la represión », in Francisco ESPINOSA, Guillermo PORTILLA et Ángel VIÑAS, *Castigar a los rojos. Acedo Colunga, el gran arquitecto de la represión franquista*, Barcelone, Crítica, 2022, p. 20-48.

⁴ On pense notamment à « l'Institut de la mémoire » régional, dénommé Gogora, créé en 2014 par le gouvernement basque dans une volonté de délégitimer le terrorisme et de promouvoir des échanges et synergies entre différentes mémoires démocratiques portant sur le terrorisme et la violence politique. Comme le rappelle le juriste Antton Maya dans son ouvrage *La justice transitionnelle au-delà de la transition : le cas de la Communauté Autonome Basque*, l'institut « intègre quatre 'expériences traumatiques' : la guerre civile, la dictature franquiste, le terrorisme d'ETA et les contre-terrorismes illicites, qui ont en commun l'injustice des dommages causés et des efforts constants pour la coexistence démocratique animée par le respect des droits de l'homme. [...] Gogora intègre un ensemble de violences distinctes » (Antton MAYA, *La justice transitionnelle au-delà de la Transition : le cas de la communauté autonome basque*, 204, Bayonne, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Collection des thèses, 2021, p. 189). Cette initiative a suscité des controverses dans la mesure où les victimes de l'ETA se voient ici noyées dans un ensemble plus large, sans que la singularité de leurs trajectoires soit véritablement mise en avant ou reconnue à sa juste mesure.

catholique, les anciennes forces de droite et une large fraction de la population, qu'elle fût franquiste ou indifférente⁵.

Profitant d'une conjoncture mondiale favorable, les plans de développement, l'industrialisation, les transferts d'argent des travailleurs émigrés et le tourisme étranger permirent une croissance économique rapide au cours des années 1960. Les Espagnols commencèrent à jouir d'un bien-être matériel accru, que les autorités franquistes – les « technocrates » du régime – tentèrent d'utiliser pour justifier leur maintien au pouvoir. Elles avaient constaté que le discours phalangiste et la mémoire de la guerre civile pensée comme une « Croisade » ne fonctionnaient plus comme instruments de légitimation du régime⁶.

Durant cette décennie, le pays connut une transformation socioculturelle spectaculaire, conséquence de la croissance économique, de la prospérité et du consumérisme, de l'ouverture vers l'extérieur, de la modernisation des modes de vie et des mœurs, de la sécularisation et des politiques réformistes mises en œuvre par certains responsables politiques, tels que le ministre Manuel Fraga. À cet égard, si l'on se concentre sur le plan médiatique et culturel, la *Ley de Prensa e Imprenta* de 1966 (Loi sur la presse et l'imprimerie) joua un rôle important : elle ouvrit de modestes – quoique très limités – espaces dans lesquels purent se manifester des initiatives plus ou moins critiques à l'égard de la dictature. Outre ces changements législatifs, le domaine littéraire connut également des évolutions décisives : augmentation du nombre de citoyens ayant suivi des études supérieures, amélioration des indices de lecture, réactivation de l'industrie éditoriale et ouverture de nouvelles librairies.

Dans ce cadre, il faut souligner l'importance de la création de maisons d'édition⁷ et de librairies animées d'un esprit jeune, novateur et antifranquiste. Parmi ces commerces, citons les librairies Fuentetaja, Visor, Antonio Machado ou Rafael Alberti à Madrid, El Borinot et Cinc d'Oros à Barcelone, Tres i Quatre à Valence, Antonio Machado à Séville, Herriak à Bilbao, Lagun à Saint-Sébastien, Pórtico à Saragosse, Follas Novas à La Corogne, Prometeo à Malaga, Musidora à Gijón, El Parnasillo à Pampelune, Puntal à Santander, ainsi que Villalar et Sandoval à Valladolid.

Ces nouvelles librairies étaient certes des commerces, mais se voulaient également des foyers de création, de diffusion culturelle, de rencontres, de débats, de sociabilité et d'engagement politique. Beaucoup d'entre elles arboraient un profil antifranquiste (surtout, de gauche), tant par le contenu des livres présents dans les rayonnages que par la militance de leurs propriétaires et employés. Il n'était pas rare non plus que ces librairies servent de lieux de réunion pour les opposants au régime. Selon l'expression de Juan Pablo Fusi (2017), elles furent de véritables « espaces de liberté » où se réinventait et se propageait la démocratie. En somme, elles fonctionnèrent comme des leviers de changement, accélérant la crise finale de la dictature et préparant le terrain de la Transition à venir⁸.

La politique relativement réformiste et modernisatrice que certains ministres franquistes tentèrent de mettre en œuvre dans les années 1960, et qui avait

⁵ Nicolás SESMA, *Ni una, ni grande, ni libre. La dictadura franquista*, Barcelone, Crítica, 2024, p.240-241.

⁶ Anna Catharina HOFFMANN, *Una modernidad autoritaria: el desarrollismo en la España de Franco (1956-1973)*, Valence, Prensas Universitarias de Valencia, 2023.

⁷ Francisco ROJAS, *Dirigismo cultural y disidencia editorial en España (1962-1973)*, Alicante, Universidad de Alicante, 2013.

⁸ Juan Pablo FUSI, *Espacios de libertad: la cultura española bajo el franquismo y la reinención de la democracia, 1960-1990*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2017.

involontairement favorisé l'émergence d'« espaces de liberté » tels que les librairies, la presse périodique ou les salles de cinéma, suscita l'indignation de leurs collègues immobilistes. Ce fut le cas du vice-président Luis Carrero Blanco, qui engagea un bras de fer virulent avec Manuel Fraga, figure de proue des *aperturistas* (partisans de l'ouverture). Les transformations socioculturelles provoquèrent un rejet encore plus frontal de la part de l'extrême droite réactivée, qui occupait les positions les plus radicales au sein de l'ensemble des familles idéologiques du franquisme. Se voulant « plus franquistes que Franco », et dirigés par des personnages comme Blas Piñar, les *ultras* entendaient ramener le régime à ses origines et mettre un terme à tout début d'ouverture. Ils tentèrent d'abord d'y parvenir par des voies légales : initiatives au sein des institutions, telles que les Cortes et le Conseil national, propagande et publications comme les quotidiens *Diario SP* (1967-1969) et *El Alcázar* (à partir de 1968), ou l'hebdomadaire *Fuerza Nueva* (créé en 1967), autour duquel se constitua un groupe de pression qui, durant la Transition, se transforma en parti politique, *Fuerza Nueva* (FN)⁹.

La pression institutionnelle ne produisant pas les effets escomptés, les *ultras* se mirent à durcir leur stratégie, en recourant d'abord à la violence verbale contre les secteurs du régime qu'ils accusaient de trahir l'orthodoxie franquiste, ainsi que contre le prince Juan Carlos puis, ce qui était plus dangereux encore, à la violence physique à la fois contre ceux qu'ils considéraient comme leurs ennemis idéologiques, et contre la façade la plus visible et la plus exposée du changement culturel : galeries d'art, théâtres, cinémas, foires du livre, kiosques, maisons d'édition, distributeurs et, tout particulièrement, librairies. Les agresseurs étaient de jeunes radicaux encadrés dans des organisations telles que *Fuerza Joven* (FJ), section de jeunesse de FN, et *Primera Línea*, bras militant de la Phalange, même s'ils se cachaient le plus souvent derrière des sigles de convenance comme ceux des *Guerrilleros de Cristo Rey*¹⁰.

Il n'est donc pas étonnant que près de la moitié des 225 actes de violence commis contre le monde du livre en Espagne entre 1962 et 2018 se soient concentrés sur les seules années 1975 (45), 1976 (36) et 1977 (28)¹¹. Il s'agit d'un triennat tourmenté qui s'ouvre avec l'agonie de Franco et de sa dictature moribonde, et s'achève avec la naissance de la démocratie parlementaire. Il faut bien replacer ces violences « bibliophobes » dans la tentative désespérée de l'extrême droite d'empêcher, d'abord, puis de faire dérailler la Transition, par le biais d'un terrorisme de faible intensité qui, ne parvenant pas à infléchir le cours du processus démocratique, se radicalisa progressivement jusqu'à inclure des attentats meurtriers¹². Au-delà de leur fonction immédiate de pression politique, ces attaques participent aussi d'une lutte pour le contrôle du passé : en visant les lieux de diffusion culturelle, elles cherchent à empêcher que le monde du livre devienne un acteur central dans le travail de mise à distance, d'interprétation et de deuil du franquisme.

⁹ José Luis RODRÍGUEZ, *Reaccionarios y golpistas. La extrema derecha en España: del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1982)*, Madrid, CSIC, 1994.

¹⁰ Elena BLÁZQUEZ, Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et Juan Francisco LÓPEZ, « El cine en el punto de mira: la violencia política contra las salas de cine en España (1967-1992) », *Filmhistoria Online*, vol 32, 2, 2023, p. 204-227.

¹¹ Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et Juan Francisco LÓPEZ, *Allí donde se queman libros. La violencia política contra las librerías (1962-2018)*, Madrid, Tecnos, 2023, p. 25.

¹² Xavier CASALS, « El terrorismo parapolicial y de ultraderecha en la Transición: entre la argelinización, la argentinización y la italianización » in Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et María JIMÉNEZ (coord.), 1980. *El terrorismo contra la Transición*, Madrid, Tecnos, 2020, p. 169-201, p. 188.

Si l'on se place sur le plan mémoriel, ces agressions contre le monde du livre montrent à quel point la dictature – même à l'agonie – entendait encore marquer les consciences, notamment en brisant les lieux de diffusion culturelle. Le deuil collectif que la société espagnole devait faire de l'ère franquiste se trouve ainsi empêché par l'action d'extrémistes de l'ultra-droite ; la société basque, en particulier, garde la trace d'un passé autoritaire qui n'a jamais totalement disparu, et la question de la reconnaissance des victimes (libraires, intellectuels, mais aussi opposants politiques) se pose encore aujourd'hui dans la construction d'une mémoire partagée. Par *deuil collectif*, nous n'entendons pas seulement un processus psychique individuel, mais l'ensemble des dispositifs – juridiques, politiques, commémoratifs, narratifs – par lesquels une collectivité reconnaît des torts subis, identifie des victimes et des responsables, et tente de donner forme à un passé violent¹³. Dans la lignée des travaux d'Elizabeth Jelin sur les « travaux de la mémoire »¹⁴, il s'agit moins d'une réaction émotionnelle que d'un ensemble de pratiques institutionnelles, politiques et narratives qui visent à rendre pensables et partageables les pertes engendrées par la violence.

Lorsque ces dispositifs manquent, demeurent incomplets ou sélectifs, on se trouve face à ce que l'on peut qualifier de deuil empêché¹⁵ : les pertes sont bien réelles, mais elles ne trouvent ni langage public stabilisé ni reconnaissance équitable, ce qui alimente la persistance de blessures symboliques. La mémoire, entendue comme champ de forces où se négocient les interprétations du passé dans le sillage de Jelin, apparaît alors traversée par de fortes asymétries : certains récits bénéficient d'une visibilité et d'une légitimité accrues, tandis que d'autres – notamment ceux des victimes d'ultra-droite ou des acteurs culturels – restent relégués en marge des grands cadres narratifs.

La librairie Lagun, située en plein cœur du centre-ville de Saint-Sébastien, constitue un exemple unique de résistance ayant traversé deux époques de violence au Pays basque : d'abord celle de l'extrême droite, puis celle d'ETA et de son entourage civil, l'autoproclamée gauche *abertzale* (patriote). Il en résulte un positionnement « entre-deux terrorismes » – non pas tant au sens d'une neutralité, mais au sens d'un lieu que des groupes idéologiquement opposés ont conjointement ciblé. L'étude de l'histoire de Lagun prend un relief particulier dans un numéro consacré au deuil et à la mémoire des violences terroristes au Pays basque, puisqu'elle permet d'observer comment une institution culturelle peut concentrer, sur plusieurs décennies, la brutalité de factions adverses et, dès lors, constituer un lieu de mémoire¹⁶ pour la société basque. Cette centralité est d'autant plus significative que les mémoires des violences franquistes et

¹³ Sur une conception du deuil qui dépasse la seule dimension psychique individuelle pour englober des médiations juridiques, politiques et narratives, on s'appuie ici sur la réflexion de Paul Ricoeur, qui articule étroitement travail de mémoire, reconnaissance des victimes et exigence d'« institutions justes ». Voir Paul RICOEUR, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, notamment la troisième partie (« L'oubli de la mémoire ») et sa proposition d'une « juste mémoire », que l'on peut lire comme une forme de deuil collectif assumé du passé violent.

¹⁴ Elizabeth JELIN, *Los trabajos de la memoria*, 2^e édition, Lima, IEP, 2012, p. 74-75.

¹⁵ L'expression « deuil empêché » reprend et déplace au registre du deuil collectif la catégorie de « mémoire empêchée » élaborée par Paul Ricoeur pour désigner les formes de blocage, de refoulement ou de sélectivité qui entravent le travail de la mémoire et la « juste mémoire » des victimes. Voir Paul RICOEUR, *id.*, p. 79-106 et 555-591.

¹⁶ Pierre NORA, « Entre Mémoire et Histoire : la problématique des lieux » in *Les Lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, p. 15-42.

celles du terrorisme d'ETA ont souvent été construites comme deux blocs antagonistes, chacun revendiquant la primauté de « ses » victimes et de « son » récit¹⁷.

Lagun, frappée successivement par l'ultra-droite et par l'ultranationalisme basque, échappe à cette polarisation binaire : elle incarne un point de croisement où se superposent des deuils collectifs multiples – deuil de la dictature, deuil du terrorisme, deuil d'une ville perçue comme hostile, deuil d'un certain monde du livre – et où se révèle la difficulté à articuler ces expériences dans un récit commun. Le deuil collectif qui s'esquisse autour de Lagun porte ainsi simultanément sur un passé politique violent et sur un certain mode d'existence de la culture dans la ville. C'est aussi l'occasion de réfléchir à la manière dont la Transition démocratique – dont on soulignait autrefois le caractère pacifique¹⁸ –, s'est en partie heurtée à la persistance de nouvelles formes de terrorisme¹⁹. Lagun sert donc de révélateur d'un deuil collectif empêché, de fractures mémorielles toujours vives et de l'importance de la culture dans la construction d'espaces de pensée autonome. En ce sens, la librairie peut être envisagée comme un lieu de mémoire au sens fort : non parce qu'elle ferait l'objet d'un consensus commémoratif, mais précisément parce qu'elle condense des récits concurrents, des affects contradictoires et des héritages politiques difficilement conciliables.

Dans l'analyse qui suit, nous avons fait le choix de conserver la chronologie et les détails factuels, tout en soulignant régulièrement les formes de violence que tout oppose en apparence, mais dont les effets se recoupent : atteinte aux libertés individuelles, climat de peur, intimidations, etc. Ce parti pris n'est pas seulement méthodologique, il est aussi mémoriel : restituer pas à pas la succession des agressions, des menaces et des gestes de solidarité, c'est reconnaître la densité d'une expérience vécue et inscrire cet article lui-même dans un geste de deuil collectif et d'hommage à la librairie et à celles et ceux qui l'ont portée. L'expérience de Lagun permet ainsi de s'interroger sur les mécanismes de deuil et de résilience dans une région qui a longtemps subi un double terrorisme : d'abord la répression et le terrorisme de l'extrême droite franquiste, puis celui d'ETA et de son entourage. Dans cette perspective, le deuil ne se réduit pas à l'arrêt des attentats ni à la disparition des organisations armées : il engage un long travail de reconnaissance, de réparation symbolique et de recomposition du tissu social par la société autour de récits susceptibles d'être partagés au-delà des clivages partisans, un travail auquel cet article souhaite humblement participer. Les notions de deuil et de mémoire sont au cœur de cette réflexion : comment la société basque parvient-elle ou non à élaborer un deuil collectif multiforme ? Quelles mémoires sont privilégiées, et lesquelles sont passées sous silence ? Comment la concurrence des récits – mémoire héroïque de la résistance antifranquiste, mémoire victimaire du terrorisme, mémoire des engagements civiques ordinaires – contribue-t-elle à fragmenter l'espace public, ou au contraire à ouvrir des possibilités de réélaboration commune du passé ? Enfin, dans quelle mesure Lagun, à la fois victime et symbole de la résistance, peut-elle incarner un lieu de mémoire capable de transcender les clivages politiques, et ce faisant, faire de l'histoire que nous retraçons ici une composante à part entière du travail de deuil collectif ?

¹⁷ Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, « Mitos que matan. La narrativa del 'conflicto vasco' », *Ayer*, 98, 2015, p. 213-240.

¹⁸ Sophie BABY, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2018.

¹⁹ Outre la référence à Sophie Baby, nous renvoyons à Xavier CASALS, *La Transición española. El voto ignorado de las armas*, Barcelone, Pasado & Presente, 2016 et à Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et María JIMÉNEZ RAMOS (coords.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid, Tecnos, 2020.

Le franquisme et le néo-franquisme contre Lagun

Quoique déjà active sous forme d'un stand depuis l'été 1968, la librairie Lagun fut inaugurée en décembre de la même année par María Teresa Castells Arteche. D'après les propos d'Ignacio Latierro, l'autre libraire de la boutique :

[...] *hay un 68 español, pero también un 68 vasco y un 68 donostiarra. Entonces, de ese espíritu nace Lagun también. Bueno, de ese espíritu... Además, una mezcla, porque por un lado tiene clarísimamente una voluntad diríamos empresarial, que quiere continuidad, que quiere sobrevivir de su actividad y que bueno, no tanto la familia de María Teresa [Castells] sino que la mía viva de la librería. Pero también tiene una vocación política concreta. De hecho, pensamos que en aquella época tanto Ramón [Recalde] como María Teresa como yo éramos "felipes", del FLP [Frente de Liberación Popular], que significaba un trabajo que podía compatibilizarse con una actividad política más o menos semiclandestina. No la librería, la librería siempre hemos tenido la voluntad y la prudencia de que... Hombre, se significaba políticamente en la medida en que, evidentemente, era antifranquista. Pero siempre que no tuviese sesgo... no queríamos que tuviese sesgo partidista. Otra cosa éramos nosotros, que sí teníamos...*²⁰

Lagun devint un centre de rencontre d'historiens, d'écrivains et d'artistes, mais aussi un foyer de diffusion de la culture démocratique, progressiste et antifranquiste à Saint-Sébastien durant les dernières années de la dictature. L'identité politique du lieu était on ne peut plus claire. Même le nom le suggère : d'après José Ramón Recalde²¹, avec María Teresa Castells, ils l'avaient choisi sur recommandation du linguiste Koldo Mitxelena, qui « *nos indicó que lagun es exactamente tovarich, más que 'amigo', más matizadamente que 'compañero' o 'camarada'* ».

María Teresa Castells fut à l'origine de plusieurs initiatives : par exemple, la fermeture symbolique de la librairie pour protester contre le procès de Burgos (1970) ou encore la collecte de fonds en faveur des exilés chiliens à la suite du coup d'État d'Augusto Pinochet (1973). En 1975, elle passa un mois en prison pour avoir refusé de payer l'amende reçue après avoir tenté de convaincre d'autres commerçants de fermer boutique afin de protester contre l'exécution de deux militants d'ETA-pm (ETA politico-militaire)²² et de trois militants du FRAP (Frente Revolucionario Antifascista y Patriota) en septembre 1975. Son entourage le plus proche avait lui aussi un profil clairement engagé à gauche. Son mari, José Ramón Recalde, avocat spécialisé en droit

²⁰ Interview réalisée auprès d'Ignacio Latierro à San Sebastián, le 8 juin 2021, par les auteurs. Sauf indication contraire et ce tout au long de l'article, les citations placées entre guillemets ou en retrait proviendront de cette source. Son témoignage peut également être consulté en suivant ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=Gt7vQCQO7AE&t=80s> [consulté le 3 mars 2026].

²¹ José María RECALDE, *Fe de vida*, Barcelone, Tusquets editores, 2004, p. 200-218.

²² ETA politico-militaire constitue une scission d'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*, Pays basque et liberté) qui, à partir de 1974, incarne une tentative de conciliation entre l'action armée et la participation politique, en opposition avec la ligne dure incarnée par ETA militaire. Cette dernière prône une lutte armée intransigeante, considérant tout compromis politique comme une trahison de l'idéal indépendantiste. À l'inverse, ETA politico-militaire, tout en maintenant l'usage de la violence et en mettant en pratique le slogan de l'association « Bietan Jarrai » (Continuer dans les deux voies), privilégie une stratégie insurrectionnelle articulée à la mobilisation populaire et au développement d'un front politique légal, en lien notamment avec le parti *Euskadiko Ezkerra*. Ce positionnement traduit une volonté de s'inscrire dans une dynamique de transition démocratique post-franquiste, en exploitant les marges d'ouverture offertes par le nouveau contexte institutionnel. La rupture entre les deux branches se cristallise en 1977, puis devient définitive en 1982, lorsque la majorité d'ETA politico-militaire choisit l'abandon de la lutte armée, affirmant ainsi la primauté de la voie politique sur la violence clandestine. Cette différenciation souligne les tensions internes du nationalisme radical basque face aux enjeux de légitimité, de stratégie et d'efficacité dans le contexte changeant de l'Espagne post-dictatoriale.

du travail et dirigeant de la branche basque du FLP, avait lui-même été arrêté, torturé (notamment par l'inspecteur Melitón Manzanos) et incarcéré. L'employé principal de Lagun, Ignacio Latierro, était à l'époque cadre dirigeant du Parti communiste – d'abord au niveau de la province de Guipuscoa, avant de devenir secrétaire général à partir de 1981 – et rejoindrait plus tard le PSE-EE (Partido Socialista de Euskadi-*Euskadiko Ezkerra*), tout comme Recalde²³.



**María Teresa Castells, non daté.
Source : Elena Recalde.**

Outre les sanctions infligées sous la dictature pour la vente de livres interdits, Lagun subit également menaces, graffitis et attentats d'extrême droite pendant le franquisme tardif et la Transition. La première attaque, en avril 1972, fut le lancement d'un engin explosif qui brisa la vitrine et brûla plusieurs exemplaires de livres exposés. Il est significatif, d'une part, que cet événement se soit produit en avril 1972, soit la même année où les Nations Unies avaient proclamé « l'année internationale du livre », et d'autre part que cette agression soit survenue à peine trois jours après un grand meeting de l'organisation ultrafranquiste *Fuerza Nueva* au frontón d'Anoeta, où Blas Piñar déclara devant 2.500 personnes que l'influence marxiste s'infiltrait en Espagne via des livres de Mao ou d'Herbert Marcuse, que « sin el menor pudor podían verse en los escaparates de cualquier librería »²⁴.

Le deuxième grand incident eut lieu en mai 1976 : quelqu'un vandalisa la vitrine de Lagun et Teresa Castells reçut plusieurs menaces. Le troisième survint en janvier

²³ *El País*, 28-XII-1996, 13-I-1997, et 23-III-2018. Pour plus de détails, voir Arantzazu GONZÁLEZ, « La violencia en Euskadi: el caso de la librería Lagun », *Leviatán*, 67, p. 141-146.

²⁴ *Diario Vasco*, 25-IV-1972.

1977 : les ultras brisèrent à nouveau la devanture et lancèrent un cocktail Molotov à l'intérieur, provoquant un incendie et des dégâts évalués à 100 000 pesetas (soit 4.900 euros actuels). Quelques jours plus tard, Recalde reçut une lettre exigeant la fermeture de la librairie, qualifiée de « poubelle marxiste », et promettant de nouveaux attentats²⁵.

Une plainte fut déposée, mais personne ne fut arrêté, ce qui était fréquent à l'époque (la majorité des attentats mortels eux-mêmes restant impunis). La lecture des procès-verbaux de police laisse toutefois transparaître le manque de zèle et les préjugés des agents. Les documents indiquent que Lagun prêtait une « especial atención » aux « publicaciones de carácter marxista-leninista y de otras de matiz separatista » et que Castells était une « persona de marcada ideología izquierdista, siendo hermana del conocido abogado laboralista de esta ciudad », Miguel Castells, « especialmente significado » pour avoir défendu des membres de l'ETA. Dès lors, « se puede deducir que se trata de un incendio intencional de marcado carácter político, cometido por persona o personas de ideología contraria a la de los libros expuestos y su propietaria ». L'enquête s'achevait ici²⁶.

À l'instar des attentats dirigés contre la librairie Lagun, la violence « bibliophobe » de l'extrême droite culmina entre 1975 et 1977. Le déclin ultérieur de ce phénomène s'explique par un changement de stratégie de la part des groupes ultras : constatant que le terrorisme de basse intensité était incapable d'entraver le processus de Transition démocratique, ils optèrent pour des actions entraînant des victimes mortelles, imitant ainsi l'ETA et d'autres organisations armées. En 1978, vingt autres attaques visaient encore le monde du livre, mais leur nombre chuta à neuf en 1979, un chiffre qui se maintint en 1980. En 1981, on ne recensa qu'un seul acte de ce type. En novembre de l'année suivante, Fuerza Nueva s'autodissout, acte qui consacrait la marginalisation complète de l'extrême droite²⁷. Certes, quelques agressions contre le secteur du livre se produisirent encore, mais elles demeurèrent ponctuelles, les nouvelles menaces émanant de l'ultra-droite étant désormais efficacement poursuivies et neutralisées par la Police nationale, la Garde civile et la justice.

De ce premier épisode, Lagun émerge déjà comme un emblème d'une résistance culturelle propre au franquisme tardif. Sur le plan mémoriel, cette séquence représente la « première violence » subie par Lagun, dont le souvenir s'est progressivement inscrit dans la Transition démocratique espagnole. Toutefois, la suite de l'histoire montre que cette mémoire collective ne sera pas seulement celle d'une libération du joug franquiste, car un nouveau cycle de violences terroristes va surgir, redéfinissant les contours du témoignage porté par la librairie. Le récit qui se cristallise alors autour de Lagun reste cependant partiel : il tend à inscrire la librairie dans une mémoire héroïque de la Transition, sans anticiper que ce premier travail de deuil sera ultérieurement fragilisé, voire concurrencé, par l'irruption d'un nouveau terrorisme qui frappera les mêmes acteurs.

²⁵ Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo. Diligencias previas, n°506/76 del Juzgado de Instrucción San Sebastián, 29 mai 1976, et Diligencias previas, n°122/77, de la 2° Sección Provincial de Investigación, San Sebastián, 5 février 1977. Nous traduisons.

²⁶ Ibidem.

²⁷ José Luis RODRÍGUEZ, *Reaccionarios y golpistas. La extrema derecha en España: del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1982)*, Madrid, CSIC, 1994. Pour une vision plus générale du phénomène, voir Eduardo GONZÁLEZ CALLEJA, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qaeda*, Barcelone, Crítica, 2013.

Le nationalisme basque radical face au monde du livre

En août 1973, trois membres de l'ETA incendièrent la librairie Cervantes (à Galdácano). Ce fut la première attaque de ce genre, mais loin d'être la dernière. La mort du dictateur ne mit pas un terme au terrorisme, ni même aux agressions visant la culture. Pendant la Transition, la gauche *abertzale* (nationaliste radicale) prit pour cibles un kiosque, une maison d'édition et une librairie. Le plus puissant de ces attentats eut lieu le 16 juillet 1982, lorsqu'une bombe explosa dans la librería Universitaria (Pampelune), blessant un passant. L'attaque portait la signature d'ETAp VIII Asamblea, la faction intransigeante d'ETA-pm.

Le fait que le nationalisme basque radical ne commît pas autant d'attentats directs que l'extrême droite contre les librairies s'explique en partie parce qu'ETA n'avait pas besoin d'incendier les commerces du livre pour obtenir publicité et impact : ses actes terroristes réguliers – 3 800 attentats, 853 victimes mortelles, 2 632 blessés, 86 enlèvements²⁸ au cours de son histoire (1959-2018)²⁹ – lui garantissaient déjà une visibilité. Néanmoins, la violence de l'ultranationalisme basque toucha le secteur du livre sous d'autres formes. D'une part, ETA assassina deux kiosquiers (Julio Martínez Ezquerro en décembre 1977 et Vicente López Jiménez en décembre 1990) et trois vendeurs de livres à domicile, Ignacio Ibarguchi Erostarbe et les frères Juan Manuel et Pedro Conrado Martínez Castaños, en juin 1981. D'autre part, certains attentats visant d'autres cibles causèrent des dommages « collatéraux »³⁰ dans des commerces culturels. Par exemple, en janvier 1990, une bombe de quatre kilos d'ammonal, placée dans le bar Arkupeta, souffla les vitrines de Lagun et d'une autre librairie³¹. Parallèlement, comme pour beaucoup d'entreprises basques, le secteur culturel endura

²⁸ G. FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, *El terrorismo en España.*, op.cit., p. 208.

²⁹ La naissance d'ETA ne coïncide pas avec le début de son activité terroriste à proprement parler : après une phase qualifiée par González Calleja (2013 : 429) d'« aventurisme armé », c'est-à-dire « une violence de faible technicité pratiquée par des militants non spécialisés, de caractère ponctuel et à visée purement publicitaire » – comme les déraillements de trains en signe d'opposition au pouvoir franquiste –, l'organisation adopta lors de sa IV^e assemblée (1965) une stratégie dite d'action-répression-action, visant à exacerber la répression exercée par le régime franquiste afin d'entraîner la société basque dans une « guerre révolutionnaire » en vue d'obtenir l'indépendance du Pays basque. En effet, ETA commisit son premier attentat meurtrier le 7 juin 1968 en assassinant le garde civil José Antonio Pardines Arcay, et mit un terme à sa série de meurtres le 16 mars 2010 en tuant le gendarme français Jean-Serge Nérin.

³⁰ L'expression « dommages collatéraux » (« *daños colaterales* »), fréquemment employée par l'ETA dans ses communications publiques, mérite d'être appréhendée dans toute sa charge euphémisante et idéologiquement instrumentalisée. En recourant à ce syntagme issu du lexique militaire, l'organisation cherche à atténuer, voire à justifier, les conséquences létales ou traumatiques de ses actions violentes sur des personnes qui n'étaient pas les cibles directes de ses attentats. Cette rhétorique vise à désincarner la violence, à la déshumaniser sous une terminologie technocratique, afin de diluer la responsabilité morale de l'acte terroriste. En qualifiant d'« accidentelles » ou de « non intentionnelles » les victimes civiles – souvent femmes, enfants ou passants anonymes –, l'ETA construit une narration où la logique stratégique prime sur la reconnaissance de l'autre en tant que sujet de droit. Il s'agit donc d'un mécanisme discursif de légitimation, révélateur de la tension constante entre les impératifs de la lutte armée revendiquée par l'organisation et les impératifs éthiques qu'elle évacue ou neutralise par le langage. Ce processus d'occultation du réel témoigne de la capacité du discours terroriste à produire une forme d'amnésie morale, en transformant les morts en « effets secondaires » d'une guerre supposément juste, menée dans le cadre du « conflit basque ».

³¹ Archivo Histórico Provincial de Gipuzkoa, Expediente sobre indemnizaciones por daños materiales, 1992.

diverses formes de chantage qu'il est difficile de comptabiliser : l'« impôt révolutionnaire »³², la micro-extorsion et des campagnes de boycott³³.

Ainsi, après avoir affronté la répression de la dictature et le terrorisme de l'extrême droite, Lagun et d'autres lieux culturels se trouvent exposés à une forme nouvelle de terrorisme, portée cette fois par la gauche *abertzale*. Sur le plan du deuil collectif de la violence, cette continuité de la violence rend toute cicatrisation collective particulièrement délicate : la mémoire d'un combat antifranquiste n'a pas le temps de se consolider que déjà s'ouvre un autre front de persécutions, faisant surgir une seconde vague de traumatismes.

Durant la période dite de « socialisation de la souffrance »³⁴ (1995-2010), la gauche *abertzale* reprit ses attaques directes contre certaines librairies, mais l'obsession malade visant la boutique de Teresa Castells ne remontait pas à 1995 : elle était bien antérieure. Le même engagement en faveur de la démocratie qui avait placé cet établissement dans la ligne de mire du franquisme et du néofranquisme suscita également l'hostilité du nationalisme basque radical. Dès le départ, il y eut une « *hostilidad manifiesta* ». D'une part, Ignacio Latierro était dirigeant du Parti communiste espagnol, formation qui condamnait le terrorisme. D'autre part, la librairie se situait dans ce qui constituait, pour les *abertzales*, l'équivalent de la « zone nationale » des ultradroitistes :

En la Parte Vieja, muy cerquita de la calle Juan de Bilbao, donde está su centro de operaciones, donde tienen los bares, y nosotros somos un elemento extraño en ese ambiente. Ya en plena Transición colocaron un cartel en el escaparate, no un cartel dirigido a nosotros, sino de los carteles de su publicidad, y nosotros lo quitamos inmediatamente. Entonces, esa noche nos apareció todo el escaparate, uno de los dos escaparates, todo lleno de carteles, como aquel cartel que habíamos arrancado. O sea, si no queréis una taza, taza y media. Es más, en aquella época todavía, pese a que no éramos muy queridos, a finales de los setenta y principios de los ochenta, éramos la librería antifranquista. Buena parte de las compras de libros... de Gestoras Pro Amnistía... las habían hecho en Lagun, las primitivas. Habíamos compartido, y probablemente todavía compartiríamos muchos lugares públicos [...]. Entonces, cuando nos hicieron esa pintada, yo hablé con algunos de la gente de por allá, de la Parte Vieja, y nos dijeron que era la libertad de expresión.

³² Le dénommé « impôt révolutionnaire » était une forme d'extorsion systématique exercée par l'organisation terroriste ETA afin de financer ses activités. Présenté comme une contribution obligatoire à la cause indépendantiste, il consistait en l'envoi de lettres de menace ou d'intimidations directes à des chefs d'entreprise, des commerçants ou des professionnels, à qui l'on exigeait le versement de sommes d'argent sous peine de représailles, parfois mortelles. Ce mécanisme a instauré un climat de terreur, provoquant l'exil de nombreuses victimes et la paralysie économique partielle de certaines régions du Pays basque. Largement dénoncé comme une stratégie mafieuse, cet « impôt » a été l'un des piliers financiers du terrorisme d'ETA jusqu'à la fin de son activité armée.

³³ G. FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et J-F LÓPEZ, *op. cit.*, p. 162. Pour plus d'informations, on peut également consulter Jesús UGARTE (coord.), *La bolsa y la vida. La extorsión y la violencia de ETA contra el mundo empresarial*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2018.

³⁴ La notion de « socialisation de la souffrance » désigne une stratégie délibérément mise en œuvre par l'organisation terroriste ETA à partir des années 1990, visant à étendre la violence au-delà des cibles étatiques traditionnelles afin de frapper l'ensemble des individus perçus comme complices du système espagnol. Fondée sur une logique de représailles collectives, cette doctrine consistait à « partager » la souffrance infligée au peuple basque par l'État en la redistribuant à travers une terreur diffuse touchant élus municipaux, fonctionnaires, journalistes, intellectuels ou simples citoyens. Cette dynamique s'est matérialisée tant dans les attentats que dans les actes d'intimidation quotidienne perpétrés par les groupes de *kale borroka*, inscrivant ainsi la peur au cœur de l'espace public basque. Condamnée par les institutions démocratiques et les défenseurs des droits humains, cette stratégie a contribué à fracturer profondément la société basque et à accentuer l'isolement moral de l'ETA à l'orée du XXI^e siècle.

Peu de temps après, en juillet 1983, eut lieu un affrontement décisif. Le même jour qu'un policier national avait été assassiné à Sopelana (Biscaye), un membre d'ETA trouva la mort à Saint-Sébastien en manipulant une bombe qui explosa entre ses mains. La gauche *abertzale* appela alors à une grève générale en hommage au « fils du peuple », c'est-à-dire au terroriste. Sous la pression des menaces, tous les commerces de la Parte Vieja s'y rallièrent, à l'exception de trois, précisément les mêmes qui, sous la dictature, fermaient leurs portes lors des manifestations organisées par les milieux antifranquistes. L'un d'entre eux était la librairie Lagun³⁵.

Un groupe d'ultranationalistes tenta alors de contraindre les libraires à se joindre à la grève :

Nosotros los tenemos delante de la puerta, discutieron un rato conmigo y otro con María Teresa [...]. Mientras yo estoy hablando o discutiendo con la jefa operativa del comando, que según María Teresa era la Tigresa [Idoia López Riaño], pero, en fin, yo eso no lo puedo confirmar sé que era una chica muy guapa. Además, la discusión es: "Pero, ¿cómo no queréis cerrar si ha muerto un vecino del barrio?". "Ha muerto, es una desgracia, pero es por su culpa. Ayer asesinaron a un guardia municipal -creo que en Durango- y eso sí que es digno de protesta, porque a ese lo han matado". "¡Protestar por la muerte de un txakurra [perro]!". Ese era el tenor de la conversación. Mientras tanto, María Teresa está al teléfono hablando con el Gobierno Civil (...). Y le dicen que lo sienten mucho, pero que no se atreven a ir a la Parte Vieja. Mientras estamos en la conversación, los acompañantes están pintando, pintarrajeado más bien, el escaparate. Y ya en el curso de la conversación, aumenta el tono y lo que me dice es: "Bueno, ahora os estamos pintando, pero ya veréis lo que pasa por la noche". Entonces, dijimos: "Nos pasará lo mismo que nos pasaba con los Guerrilleros de Cristo Rey, que durante el día nos ponían carteles y durante la noche nos ponían bombas". Entonces, el que era el jefe verdadero del comando [un sacerdote] [...] llama a la chiquilla cuando oye lo de los Guerrilleros y le dice algo, y ella vuelve, se coge a la tropa y se va.

Le journal *Egin* rendit compte de la manifestation qui traversa les rues de Saint-Sébastien, au cours de laquelle les participants chantèrent l'*Eusko Gudariak*³⁶ et scandèrent des slogans en faveur d'ETA militaire, mais aussi contre la « policía asesina ». Le journal évoqua également l'incident signalé par le libraire :

Únicamente cuando un grupo de personas se personó en la librería que Ignacio Latierro, secretario general del PCE-EPK, tiene en esta zona, se produjo un incidente. Latierro, ante la insinuación de que cerrara, contestó: "Yo solo siento pena por el policía muerto en Sopelana".

Varios jóvenes escribieron en la puerta del establecimiento insultos dirigidos al secretario general del Partido Comunista de Euskadi-PCE³⁷.

³⁵ Cf. *Egin*, 14 y 15-VII-1983. *El País*, 25 y 26-XII-1996, y 23-III-2018.

³⁶ L'*Eusko Gudariak*, littéralement « les soldats basques », est un chant emblématique dont l'ETA s'est largement réapproprié le sens et les connotations pour nourrir son imaginaire militant et héroïque. À l'origine, ce chant fut l'hymne des milices nationalistes basques loyalistes pendant la guerre civile espagnole, incarnant la lutte pour l'autonomie du Pays basque face au franquisme. En s'appropriant cette mémoire combattante, l'ETA opère une filiation idéologique entre les *gudaris* de 1936 et ses propres membres, présentés comme les héritiers d'une guerre inachevée pour l'indépendance. Le terme de *gudari* devient ainsi, dans le discours et la symbolique de l'ETA, un outil de légitimation, exaltant la figure du combattant prêt au sacrifice au nom de la *causa vasca*. Cette référence historique permet à l'organisation de sacraliser la violence armée en l'inscrivant dans une tradition supposément glorieuse et patriotique, et de socialiser la mémoire de ses militants morts comme des martyrs. L'*Eusko Gudariak*, chanté lors des funérailles de membres de l'ETA ou dans les hommages populaires, participe pleinement à cette stratégie de glorification, en érigeant la lutte armée en épopée collective et en consolidant un sentiment d'appartenance autour d'un récit héroïque et sacrificiel.

³⁷ *Egin*, 15-VII-1983.

La « socialisation de la souffrance »

Jusqu'en 1995, l'hostilité de l'ultranationalisme basque à l'encontre de la librairie Lagun s'était traduite uniquement par des inscriptions menaçantes et des intimidations. Toutefois, en janvier de cette même année, ETA assassina le parlementaire régional et conseiller municipal de Saint-Sébastien Gregorio Ordóñez, candidat du *Partido Popular* (PP) à la mairie, que les sondages donnaient favori pour remporter les élections municipales. Cet attentat suscita une vive indignation dans la société basque, et lors des élections locales du mois de mai, la liste du *Partido Popular* arriva en tête à Saint-Sébastien, avec 22.611 voix, soit 24,33 % des suffrages³⁸.

Cependant, le nationalisme radical basque opéra une lecture biaisée des événements. Dans son bulletin *Zutabe* de septembre 1995, ETA se félicitait que l'assassinat d'Ordóñez avait constitué « *un verdadero terremoto, en toda la sociedad vasca, pero también dentro de la izquierda abertzale* ». Selon son interprétation, ce crime avait permis de révéler « *que la lucha no se limitaba a un 'partido' entre la Guardia Civil y ETA, que también los políticos que hasta ahora aparecían como 'limpios' o 'fuera del conflicto' tenían una gran responsabilidad en el mismo y en este sentido que también los afectaba* ». L'attentat, concluait ETA, « *demuestra el alcance político de la vía abierta* »³⁹.

Soutenue par le journal *Egin* et par sa branche politique, Herri Batasuna (HB) ainsi que ses avatars successifs, l'organisation terroriste, avec l'appui de sa mouvance juvénile, se livra à une campagne systématique de menaces, de harcèlement, d'intimidation, d'agressions et d'assassinats visant les militants, les dirigeants et les élus du PP, du PSOE, d'Unión del Pueblo Navarro (UPN) et de Unidad Alavesa – c'est-à-dire les représentants de la moitié de la population basque et navarroise. Les ultranationalistes étendirent également leurs attaques aux pacifistes, écrivains, intellectuels, artistes, enseignants, journalistes, juristes, libraires et autres professionnels, ainsi qu'aux familles de toutes ces personnes, y compris aux mineurs⁴⁰.

Au cours de l'année 1995, ETA fit 16 morts et 74 blessés, tandis que sa mouvance juvénile perpétrait pas moins de 924 actes de *kale borroka* (terrorisme de basse intensité). À partir de cette date, la gauche abertzale reprit ses attaques directes contre certaines librairies : Aritz (Saint-Sébastien), El Caldero Mágico (Saint-Sébastien), Minicost (Andoain) et Lagun.

La plus visée fut incontestablement Lagun. Dès 1995, ses vitrines commencèrent à subir des dégradations chaque week-end. Ainsi, le 9 juin, de jeunes radicaux lancèrent des seaux de peinture rouge et jaune sur la devanture, mais aussi à l'intérieur du magasin⁴¹. C'est pourquoi, chaque lundi matin, les libraires se demandaient : « *¿Hoy tendremos el escaparate o no tendremos el escaparate?* » ou bien : « *¿Cómo estará hoy de mellado?* ».

³⁸ Sara HIDALGO et Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, « La 'socialización del sufrimiento'. ETA contra el pluralismo vasco (1995-2011) » in José AZCONA et Matteo RE (éd.), *El asesinato social y el relato de las víctimas de ETA*, Valence, Tirant lo Blanch, 2022, p. 83-114.

³⁹ *Zutabe*, 72, IX-1995.

⁴⁰ Raúl LÓPEZ ROMO, « La época del 'conflicto vasco', 1995-2011. Aplicación de un mito abertzale » in Antonio RIVERA (éd.), *Nunca hubo dos bandos. Violencia política en el País Vasco, 1975-2011*, Grenade, Comares, 2019, p. 141-174. On peut consulter également Sara HIDALGO et Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, « La 'socialización del sufrimiento'. ETA contra el pluralismo vasco (1995-2011) » in José Manuel AZCONA et Matteo RE (éd.), *El asesinato social y el relato de las víctimas de ETA*, Valence, Tirant lo Blanch, 2022, p. 83-114.

⁴¹ *Diario Vasco*, 1995.

Parmi les prétextes invoqués pour justifier ces attaques, figurait l'exposition bien en vue, dans la vitrine de Lagun, d'un ouvrage-hommage publié par un groupe d'amis endeuillés en mémoire de Gregorio Ordóñez. Un autre motif tenait à la présence, sur la porte de la librairie, d'un ruban bleu, symbole de la revendication de la libération des personnes successivement enlevées par ETA à cette époque. Selon Ignacio Latierro, son engagement socialiste, tout comme celui de Ramón Recalde — ancien parlementaire régional et conseiller du gouvernement basque (1987-1995) —, nourrissait aussi cette hostilité. Mais « *lo fundamental era que estábamos en 'su' Parte Vieja, desprotegidos y sin comulgar, o más bien, molestos para sus objetivos* ».

En 1996, ETA tua cinq personnes et en blessa soixante-quatre. Les 6, 21 et 22 décembre de cette année-là, la librairie Lagun fut de nouveau prise pour cible à trois reprises. Puis, le 24 décembre, Ignacio Latierro, alors parlementaire autonome pour le PSE-EE, fut agressé par un ultranationaliste alors qu'il participait à un rassemblement pacifiste réclamant la libération de l'entrepreneur José María Aldaya, enlevé par ETA. Cette même nuit de Noël, des jeunes nationalistes radicaux brisèrent les vitrines de la librairie. Une voisine donna l'alerte.

Efectivamente, bajamos con todos los vapores del alcohol de esa noche, por un lado, Ramón y María Teresa y, por otro lado, Rosa y yo, y nos encontramos con que habían conseguido tirar todo el escaparate abajo y habían llenado de pintura roja y amarilla prácticamente toda... Bueno, toda no, pero todo el escaparate y hasta el fondo lo que había caído. En fin, la sensación que tenemos es de que esto se ha acabado. No hay nada que hacer, porque nos están machacando.

L'exécutif du PSE-EE de Guipuscoa qualifia les agresseurs de « *nuevos aprendices del fascio* »⁴². À partir de ce moment, dans un double sens comme l'indique Latierro, « *la librería se convierte, en palabras de Ramón Jáuregui, en Fort Apache, porque no reparamos nada y lo que teníamos era una especie de empalizada tapando el escaparate para que por la noche tuviera algo de cierre* ».

Le 8 janvier 1997, le parlementaire de Herri Batasuna pour la Navarre, Jaime Iribarren, déclara que si les autorités refusaient de dialoguer avec ETA au sujet de la situation des prisonniers condamnés pour des actes de terrorisme, il prévoyait « un futuro inmediato de gran sufrimiento ». Quelques heures à peine après cette déclaration, le lieutenant-colonel Jesús Agustín Cuesta Abril fut assassiné à Madrid par deux membres armés de l'organisation terroriste⁴³. Le 11 janvier, lors d'une journée de *kale borroka* qui ravagea la ville de Saint-Sébastien, dix individus cagoulés brisèrent à nouveau la vitrine de la librairie Lagun à l'aide d'une plaque d'égout. Ils lancèrent ensuite un cocktail Molotov à l'intérieur, mais les libraires parvinrent à l'éteindre avec un extincteur. « *Entonces, vino un mando de la Ertzaintza y dice: '¡Váyanse! ¡Váyanse!'. 'Oiga, pero...'. '¡No, no! ¡Cierren y váyanse! ¡Cierren y váyanse!'. Total, que cerramos, nos fuimos* ». Les assaillants revinrent sur les lieux dans la nuit. Ils sortirent des livres du magasin, les empilèrent sur le trottoir et y mirent le feu. « *Una imagen de desolación absoluta* » se souvient Latierro. Pourtant, certains riverains eurent le courage de descendre dans la rue pour apostropher les agresseurs. Il y eut des bousculades, des échanges d'insultes, et un jeune homme de 28 ans, qui tentait de défendre la librairie, fut blessé à la tête et à l'oreille par un coup de bouteille ; il dut être hospitalisé à la Croix-Rouge. L'Ertzaintza mit cinq heures à intervenir, mais à compter

⁴² *Diario Vasco*, 27-XII-1996.

⁴³ *El País*, 9-I-1997.

de cet épisode, la librairie Lagun fut équipée de volets blindés et bénéficia d'une protection policière⁴⁴.



**Librería Lagun (San Sebastián), 26 décembre 1996.
Source : José Usoz / *Diario Vasco*.**

⁴⁴ *Diario Vasco*, 13 et 14-I-1997.



**Librería Lagun (San Sebastián), 12 janvier 1997.
Source : Fernando Postigo / *Diario Vasco*.**

Lors d'un rassemblement organisé non loin de là, au cours duquel furent lancés des *goras* à ETA et où plusieurs individus cagoulés brûlèrent des drapeaux espagnols et français, l'ancien conseiller municipal de Saint-Sébastien pour Herri Batasuna, Félix Soto, justifia les attentats contre la librairie. « Nadie ha atacado a los libros, sino a unos comerciantes vinculados con el PSOE, que participó en los GAL. [...] [Los] únicos que roban libros son los miembros de la Policía cuando entran a las tres de la mañana en las casas a detener a ciudadanos vascos »⁴⁵. Tout au long de l'année 1997, ETA et son entourage tuèrent treize personnes et en blessèrent cinquante-quatre autres.

⁴⁵ *Diario Vasco*, 20-I-1997.

En mai 2000, des affiches apparurent dans la Parte Vieja de Saint-Sébastien, appelant au « *Boicot de la librería Lagun* », accusée d'être un « *espacio de propaganda* »⁴⁶. Comme dans le cas de la librairie Minicost, contrainte de fermer ses portes⁴⁷, l'établissement tenu par Teresa Castells et Ignacio Latierro figurait sur la liste noire de la gauche *abertzale*. Mais il y eut bien pire que le boycott. Cette année-là, l'organisation terroriste assassina vingt-trois personnes et en blessa 125 autres, parmi lesquelles une victime directement liée à la librairie. Le 14 septembre, ETA tenta d'assassiner José Ramón Recalde, époux de la propriétaire de Lagun. Il survécut, bien qu'atteint d'une balle dans la bouche, et demeura grièvement blessé. Selon ETA, cet attentat s'inscrivait dans le cadre de « *la campaña contra l@s elect@s que imponen la españolidad en Euskal Herria* »⁴⁸. Le *lehendakari* Juan José Ibarretxe rendit visite au blessé durant sa convalescence à l'hôpital. Symptomatique de la dérive « souverainiste » du Parti nationaliste basque (PNV), marquée par une certaine forme d'indifférence envers les victimes d'ETA, le *lehendakari* répondit aux reproches formulés par le fils de Teresa Castells et de José Ramón Recalde par ces mots : « *Mira, Andrés, no te lleves esa imagen de nosotros, que aquí, en el País Vasco, se vive muy bien* »⁴⁹.

Selon ETA elle-même, « *[se había llevado a cabo] la acción contra José Ramón Recalde [sic], militante antifranquista que una vez instalada la transición en el Estado español se caracterizó por su militancia contraria a la liberación de Euskal Herria* »⁵⁰, c'est-à-dire qu'il ne s'était pas plié aux pressions du nationalisme basque radical. Il convient de rappeler que Recalde ne fut pas le seul ancien antifranquiste pris pour cible par l'organisation terroriste. Parmi les victimes, on compte notamment Joseba Goikoetxea (1993), Francisco Tomás y Valiente (1996), Fernando Múgica (1996), José Luis López de Lacalle (2000), Juan Mari Jáuregui (2000), Fernando Buesa (2000), Ernest Lluch (2000), Joseba Pagazaurtundua (2003)... Ignacio Latierro souligne que « *cuando el asesinato de Juan Mari Jáuregui [ancien communiste, à l'époque devenu membre du PSE-EE et gouverneur civil de Guipuscoa], El Diario Vasco publica una foto de una rueda de prensa del PCE de 1977 o 1978 en la que estoy yo en el centro, con Juan Mari [Jáuregui] a un lado y José Luis [López de Lacalle] al otro. Era como para tener miedo, era como para acojonarse* ». Son témoignage continue ainsi : « *Allí abrimos por última vez el día que atentan contra Ramón [Recalde], es el último día que se abre en la plaza de la Constitución, porque cierra María Teresa y Ramón iba a buscarla, suben y es cuando le pegan el tiro* ». Lagun baissa ses rideaux. Et la gauche *abertzale* fit tout pour que ce soit définitif.

Le 13 mai 2001 eurent lieu les élections autonomiques au Pays basque. La candidature d'*Euskal Herritarrok* (EH), nouvelle dénomination de la branche politique d'ETA, ne recueillit que 143.139 voix, soit 10,12 % des suffrages : elle avait perdu 80 000 électeurs et la moitié de ses sièges au Parlement basque, passant de quatorze à sept députés. Cela témoignait d'un malaise croissant, au sein même de l'entourage d'ETA, à l'égard du terrorisme, car, comme l'indiquent Rafael Leonisio et Raúl López Romo, « *todas las circunstancias del contexto pos-Lizarra (ruptura de la tregua, bajada electoral y posterior ilegalización o presión policial a ETA y su entorno) afectan de una manera muy intensa al apoyo (declarado) a la organización, que hasta ese momento se había mantenido muy estable en torno al 50 por 100 [entre*

⁴⁶ *El País*, 4-V-2000.

⁴⁷ G. FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et J-F LÓPEZ, *op. cit.*, p. 179-189.

⁴⁸ *Zutabe*, 87, X-2000.

⁴⁹ J-L RECALDE, *op. cit.*, p. 361.

⁵⁰ *Zutabe*, 87, X-2000.

los votantes de Herri Batasuna] ». Il s'agissait donc d'un « *cambio de actitud hacia la banda armada forzado por una coyuntura adversa y no consecuencia de ninguna reflexión ética* »⁵¹. Cette évolution préoccupait profondément ETA, qui constatait que ses sympathisants prenaient peu à peu leurs distances vis-à-vis de la violence et de son autorité.

Bien entendu, tel n'était pas le cas des plus fanatiques. À peine six jours après les élections autonomiques, le 19 mai 2001, des nationalistes radicaux taguèrent les rideaux métalliques de la librairie Lagun avec les inscriptions suivantes : « *Que se vayan... preparando !* » et « *Faxistak kanpora!* » (« Dehors les fascistes »)⁵². Il ne s'agissait nullement d'une menace à prendre à la légère : cette même année, ETA et sa mouvance juvénile firent quinze morts et causèrent 208 blessés.



Librería Lagun (San Sebastián), mai 2001
Source : Justy García Koch / *El Mundo*

En dépit des intimidations de la gauche *abertzale*, la librairie Lagun rouvrit ses portes – mais dans un autre lieu. Pour des raisons de sécurité, le magasin dut être transféré dans un emplacement plus central de Saint-Sébastien. Grâce à une campagne de soutien lancée par le syndicat des éditeurs et relayée dans *El País*, Lagun reçut « *aportaciones relativamente importantes de dinero y otras aportaciones que eran de 5 000 pesetas [soit 44,79 euros actuels]* », qui lui permirent d'acquérir un nouveau

⁵¹ Rafael LEONISIO et Raúl LÓPEZ ROMO, « La sociedad vasca ante el terrorismo. Miedo, indignación e indiferencia » in Rafael LEONISIO, Fernando MOLINA APARICIO et Diego MURO (éd.), *ETA. Terror y terrorismo*, Madrid, Marcial Pons, p. 197-223, p. 204.

⁵² *El País*, 22-V-2001.

local. Cependant, le fait d'avoir quitté la « *zona nacional* » revendiquée par la gauche *abertzale* ne signifia pas la fin des agressions : celles-ci se firent simplement plus rares dans le temps.

Ces attaques successives, s'étalant de 1995 jusqu'aux années 2000, renforcent l'idée d'un deuxième traumatisme qui affecte la librairie et, au-delà, la société basque tout entière. Le deuil collectif se trouve ainsi fragmenté : d'un côté, subsistent les souvenirs encore mal élaborés des violences de l'ultra-droite ; de l'autre, il faut désormais composer avec la flambée *abertzale*, qui impose ses propres morts, ses propres récits et ses propres rites. L'histoire de Lagun bascule d'une première lutte antifranquiste à une lutte pour la défense de l'espace démocratique contre ETA, témoignant de la complexité des processus de mémoire au Pays basque.

La fin d'ETA

Malgré elle, l'équipe de Lagun se transforma en bien plus que de simples libraires, elle devint des résistants. La figure du libraire se charge ainsi d'une dimension mémorielle et éthique : en continuant à ouvrir la boutique malgré les menaces, Castells et Latierro assument une position de témoins actifs, qui refusent à la fois l'oubli imposé par la dictature et celui que voudrait imposer le terrorisme. Leur trajectoire incarne, à l'échelle micro-sociale, un travail de deuil collectif qui ne se contente pas de pleurer les morts, mais qui tente de préserver les conditions mêmes d'une mémoire publique pluraliste. « *¿Cómo habrá sido de aterradora la vida cotidiana de un lugar para que una persona dedicada a la venta de libros se convirtiera sin comerlo ni beberlo en un símbolo de la resistencia y de las libertades ?* », s'interroge l'écrivain Fernando Aramburu⁵³. Castells et Latierro en furent la face la plus visible, mais ils ne représentaient qu'un échantillon de l'héroïsme anonyme déployé par bon nombre de citoyens basques et navarrais ordinaires : commerçants, fonctionnaires, élus locaux, etc. Avec le soutien de mobilisations pacifistes et civiles, leur rôle fut décisif dans la chute d'ETA.

Un autre élément déterminant fut l'action de l'État de droit. Comme l'expose Florencio Domínguez⁵⁴, le CNI, la Police nationale, la Garde civile, les polices autonomes et l'Audience nationale ont mis ETA face à une impasse. Entre 2000 et 2011, on dénombre 1.415 arrestations de membres présumés ou de collaborateurs de la bande, et, de 1999 à 2011, 1.545 armes à feu, 811 grenades et 23.881 kg d'explosifs confisqués. Le démantèlement d'ETA était bien réel sur le plan logistique.

À la faiblesse organisationnelle d'ETA s'ajouta l'« Accord pour les libertés et contre le terrorisme », signé par le PP et le PSOE en décembre 2000. Ce pacte permit d'engager une réforme des infractions terroristes dans le Code pénal et d'en introduire de nouvelles. Entre autres effets, ces modifications mirent un frein à la *kale borroka*. Il s'agissait également de pouvoir agir contre l'apologie du terrorisme et les atteintes portées à l'honneur de ses victimes, même si ce problème ne fut pas pour autant résolu.

⁵³ Fernando ARAMBURU, « María Teresa Castells y el humo de los libros », *El Mundo*, 17 septembre 2017. URL :

<https://www.elmundo.es/cultura/literatura/2017/09/16/59bd54f3e2704e47168b462a.html>

⁵⁴ Florencio DOMÍNGUEZ, « Las claves de la derrota de ETA », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 3, 2017, p. 1-63.

L'accord créa le cadre indispensable pour que, deux ans plus tard, fût adoptée la loi sur les partis politiques, qui permit l'illégalisation du bras politique d'ETA⁵⁵.

C'est seulement alors que la gauche *abertzale* commença à voir dans ETA un obstacle à ses objectifs et s'interrogea sur sa survie. En guise de baroud d'honneur, la bande tenta un attentat aux tours Kio, à Madrid, le 14 janvier 2010, mais il échoua grâce à l'intervention de la Garde civile. Après ce revers, sa reddition n'était plus qu'une question de temps⁵⁶. La violence d'ETA resta néanmoins meurtrière jusqu'au bout.

Le 16 mars 2010, à Villiers-en-Bière, en Seine-et-Marne, ETA fit sa dernière victime, le brigadier de la Police nationale française Jean-Serge Nérin. Quelques mois plus tard, le 5 septembre, l'organisation décréta un cessez-le-feu. Pourtant, en octobre de la même année, des radicaux peignirent un graffiti sur la devanture de Lagun : « *Recalde, R.I.P.* » assorti d'une cible et du sigle d'ETA⁵⁷. Depuis, explique Latierro, « *hemos tenido alguna otra pintada, alguna más, pero de cuando convocaban alguna huelga o cosas de ese tipo, que no era específico nuestro* ».



**Librería Lagun (San Sebastián), octobre 2010.
Source : Elena Recalde.**

⁵⁵ Mireya TORIBIO, What we talk about when we talk about terrorism. The construction of the concept of « terrorism » through the law in Spain (1894-2024), Thèse de doctorat soutenue en 2025 à l'Université de Birmingham.

⁵⁶ Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, « El final de ETA. De la “socialización del sufrimiento” a la derrota policial de la banda » in José Manuel AZCONA (éd.), *El discurso de ETA, la internacionalización del terror y la ficción audiovisual*, Madrid, Sílex, 2022, p. 389-410.

⁵⁷ *El Mundo*, 22-X-2010.

Les acteurs culturels proches du nationalisme radical – maisons d’édition, librairies – ne manifestèrent jamais la moindre solidarité envers Lagun et ses libraires, leur rôle étant précisément de légitimer intellectuellement l’action du groupe terroriste. Un autre segment, nationaliste mais plus modéré, ou terrorisé, réagit tardivement. Cela explique pourquoi, pendant longtemps, les libraires du Guipuscoa se montrèrent peu enclins à protester contre la campagne de harcèlement dirigée contre Lagun. En décembre 1996, le président de leur association se refusa à condamner les attaques, qu’il estimait « *un tema político* », tout en admettant que certains professionnels soutenaient Lagun tandis que d’autres préféraient s’abstenir pour éviter « *más problemas* »⁵⁸.

Les critiques suscitées par son absence d’empathie, émanant « *desde diferentes sectores políticos y sociales* », ainsi que la recrudescence des actes de violence visant la librairie Lagun, poussèrent en janvier 1997 la direction du syndicat des libraires du Guipuscoa à désavouer les propos tenus « *a título personal* » par son président. De manière explicite, le syndicat condamna alors les attentats perpétrés contre l’établissement⁵⁹.

Sur le plan politique, les partis démocratiques – en premier lieu le PSE-EE et le PP – dénoncèrent les agressions, soulignant leur parallèle évident avec celles menées par l’extrême droite dans les années 1970. Au niveau national, Latierro souligne le soutien de la Confederación Española de Gremios y Asociaciones de Libreros et de la Federación de Gremios de Editores de España, qui décerna en 1997 à Lagun le « Prix du meilleur libraire de l’année ». Au Pays basque, le syndicat local des libraires condamna également ces attaques, tandis que plusieurs éditeurs, distributeurs et libraires basques publièrent des communiqués collectifs. L’un d’eux, évoquant la célèbre confrontation entre José Millán-Astray et Miguel de Unamuno à l’université de Salamanque, s’indignait que « *hoy son otros los que gritan ‘muera la inteligencia’* ». Lagun reçut également le soutien explicite d’intellectuels et artistes de renom : Bernardo Atxaga, Eduardo Chillida, Néstor Basterretxea, Javier Elzo, Miguel Artola, Javier Marías, Javier Corcuera, Jon Juaristi, Fernando Savater, Manuel Rivas, Elías Querejeta, Luis Castells, José Mari Calleja, Gurutz Jáuregui, Luis Haranburu...⁶⁰

De nombreux citoyens de Saint-Sébastien réagirent également avec solidarité. Latierro se souvient que, le lendemain de l’attaque de décembre 1996, alors qu’il devait se rendre au Parlement de Vitoria :

Y desde Vitoria les llamé a las diez y media de la mañana: “¿Cómo está eso?”. Y me dijeron: “No sabemos cómo está, tenemos un aluvión de gente que viene a comprar libros, libros manchados, cristales, libros con cristales, lo que sea”. Entonces, se produjo un aluvión de gente a lo largo de días y días y días y días. Nos comportamos como tenderos. Ni pensamos si debíamos seguir o no, sino que vendíamos. Es significativo en un sentido, es decir, si esto nos hubiese pasado ocho años antes, si nos hacen esto en lugar de en 1996 en 1987-1988, cerramos seguro. No se hubiese producido esta reacción de la gente, pero para entonces ya había pasado lo del lazo azul y, en fin, diríamos que algo de rebelión en la población vasca se había producido⁶¹.

En 2002, la mairie de Saint-Sébastien décerna la Médaille du Mérite citoyen à Lagun, et en 2007, María Teresa Castells reçut la Médaille d’Or du Mérite du travail.

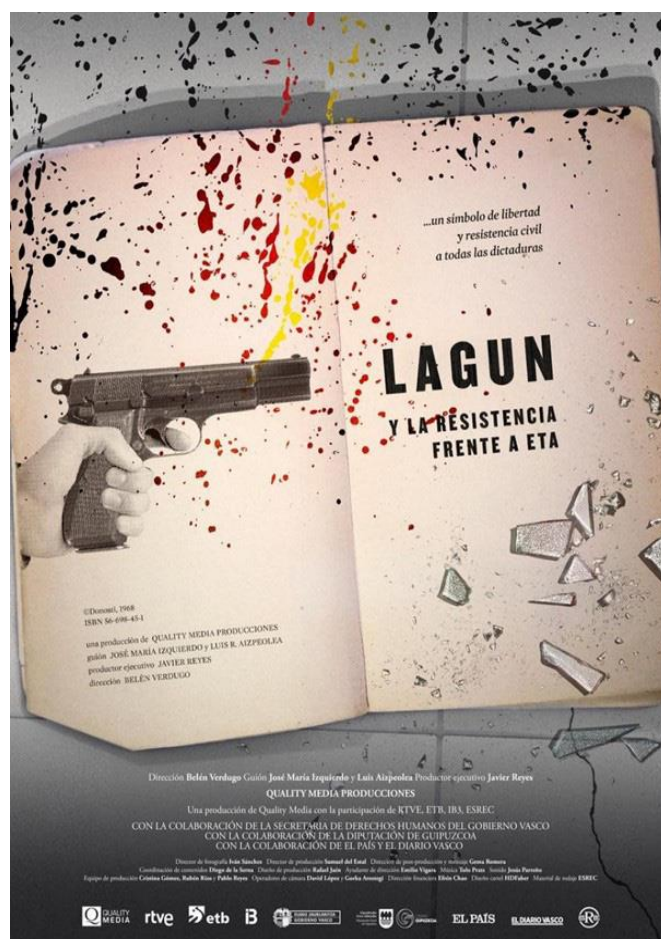
⁵⁸ *Diario Vasco*, 29-XII-1996.

⁵⁹ *Diario Vasco*, 4-I-1997.

⁶⁰ José María CALLEJA, *¡Arriba Euskadi! La vida diaria en el País Vasco*, Madrid, Espasa Calpe, 2001, p. 57-181.

⁶¹ *Diario Vasco*, 14-I-1997.

En 2014, la *Mario Onaindia Fundazioa* remet son prix annuel à la librairie⁶². En 2018, pour le cinquantenaire de Lagun, la Députation forale du Guipuscoa lui rendit hommage et le ministère de la Culture accorda à Ignacio Latierro et à la famille de María Teresa Castells la Plaque d'Honneur de l'Ordre civil d'Alphonse X le Sage, la plus haute distinction culturelle⁶³. Cette même année sortit un documentaire, réalisé par Belén Verdugo sur un scénario des journalistes José María Izquierdo et Luis R. Aizpeolea, intitulé *Lagun y la resistencia frente a ETA*⁶⁴. Dans l'exposition permanente du Centre mémoriel des victimes du terrorisme, inauguré en juin 2021 à Vitoria, on peut voir un extrait de ce film ainsi qu'un des livres tachés de peinture lors d'une des attaques. Ces reconnaissances institutionnelles participent d'une forme de réparation symbolique : en faisant entrer Lagun dans le registre des hommages publics, elles contribuent à stabiliser une mémoire des résistances civiles face aux terrorismes, et à faire de la librairie non plus seulement un lieu blessé, mais un repère pour un deuil collectif en quête de récit.



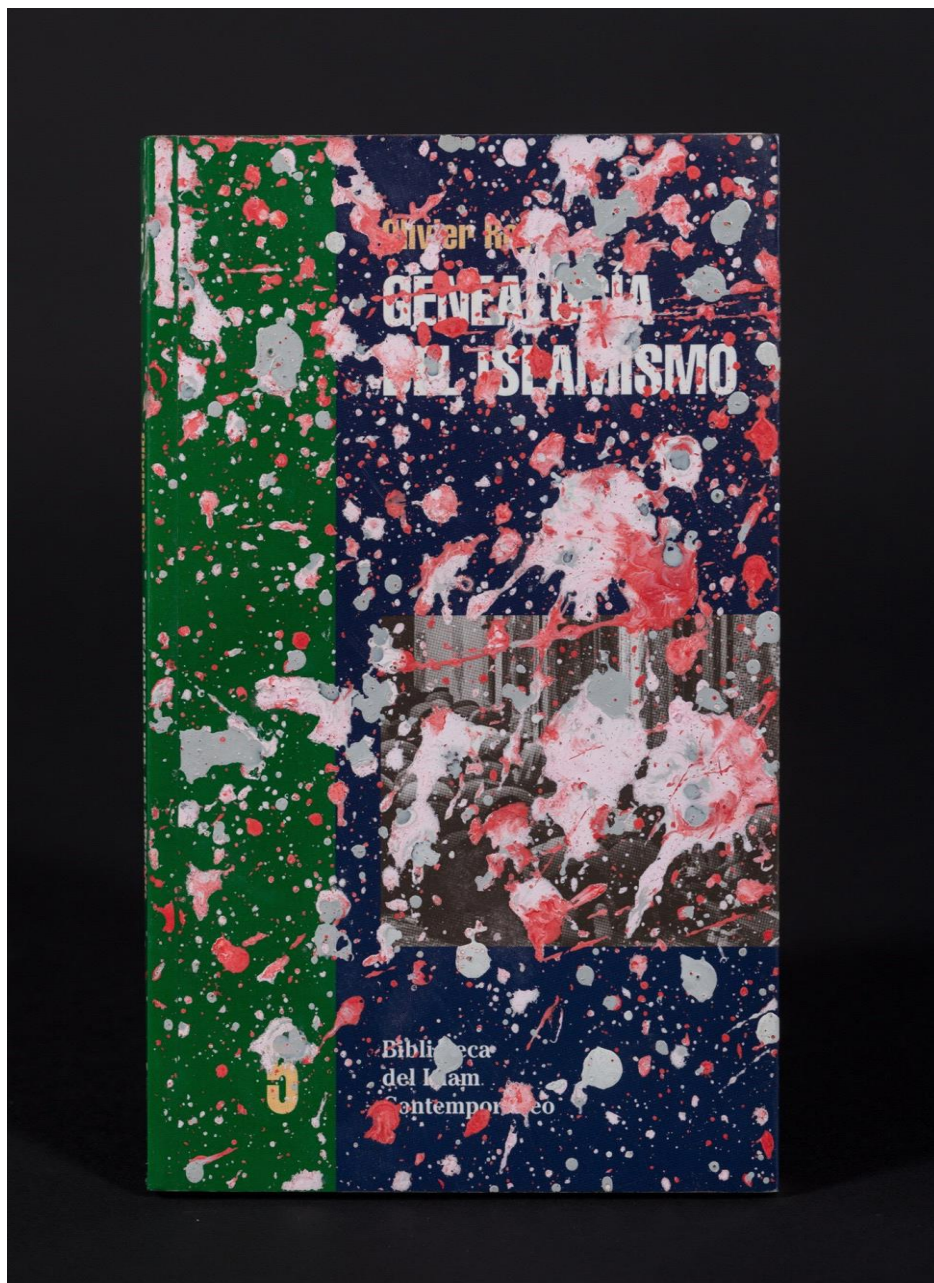
Affiche du documentaire
Source : <https://quality.media/>

⁶² *Diario Vasco*, 19-X-2014.

⁶³ *El Correo*, 22-III-2018.

⁶⁴ Le documentaire est disponible en suivant ce lien : <https://www.eitb.eus/es/nahieran/documentales/lagun-la-resistencia-a-eta/lagun-y-la-resistencia-frente-a-eta/detalle/4109346449001/173916/>.

En mai 2018, deux représentants de l'organisation lurent devant les caméras la déclaration de dissolution d'ETA : « *ETA surgió de este pueblo y ahora se disuelve en él* »⁶⁵. Cela ne signifiait pas pour autant la fin du mouvement antidémocratique constitué autour de l'organisation basque, ni de ses discours de haine, mais au moins le terrorisme disparaissait-il enfin en laissant, malgré tout, de nombreuses victimes endeuillées derrière elle. Après avoir résisté à la dictature et à l'extrême droite, Lagun avait survécu à ETA.



Livre tâché suite à l'une des attaques de Lagun, exposé au Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo.

Source : Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo.

⁶⁵ Gara, 3-V-2018.

Conclusion

Entre 1962 et 2018, au moins 225 actes de violence clandestine ont été commis contre des librairies, foires du livre, kiosques, maisons d'édition et distributeurs en Espagne. Dans 195 cas, l'auteur relève du terrorisme d'extrême droite ou para-policier, soit 86,6 % du total. Dix-sept ont été imputés à la gauche *abertzale* (7,5 %) et huit à l'extrême gauche (3,5 %)⁶⁶.

Si le nationalisme basque radical a moins souvent pris d'assaut directement le monde du livre que l'extrême droite, il recourut plutôt à des formes moins visibles telles que la menace, l'extorsion ou le boycott. Pourtant, il serait erroné d'en minimiser l'ampleur. En témoigne le fait que le néofascisme n'a jamais pu faire fermer une librairie, alors que la gauche *abertzale* y est parvenue dans certains cas : après un harcèlement prolongé, Minicost (Andoain) ferma définitivement le 30 juin 2000. Lagun faillit connaître le même sort après l'attentat contre Recalde en septembre de la même année.

La violence et la pression, subies par une partie du secteur culturel basque, relèvent de la responsabilité de l'ensemble de la sphère *abertzale*, qui n'a jamais fait son autocritique ni demandé pardon pour ces actes. Des agents de radicalisation ont élaboré un discours de haine diffusé via diverses filières : musique, littérature militante produite par leurs éditeurs et vendue dans leurs librairies, etc. ETA, quant à elle, fixait la stratégie globale, orchestrant la collecte de « l'impôt révolutionnaire » et les attentats ; sa branche politique (Herri Batasuna et ses successeurs) servait de courroie de transmission et lançait des campagnes de boycott ; son front médiatique (*Egin, Punto y Hora de Euskal Herria*) agitait la propagande et désignait les cibles ; et les jeunes militants radicaux se chargeaient d'imposer leur autorité « *en territorio nacional* » et de mener la *kale borroka*, dont fut victime, entre autres, Lagun.

Fondée par María Teresa Castells à Saint-Sébastien en 1968, Lagun fut l'une des librairies les plus réputées en Espagne. Elle fut non seulement un magasin, mais aussi un haut lieu de culture, de militantisme civique et de liberté, frappé de plein fouet par les sanctions de la dictature et, plus tard, par la « bibliophobie » violente de l'extrême droite. De 1972 à 1977, l'établissement subit les attentats d'une ultradroite qui voulait empêcher, puis saboter la Transition. Rapidement, le nationalisme radical basque a pris le relais. Les extrêmes ont fait de Lagun la librairie la plus attaquée de l'histoire récente de l'Espagne. Pourtant, comme Tres i Quatre à Valence ou Antonio Machado à Madrid, elle a tenu bon.

En juillet 2023, les gérants ont annoncé la fermeture de la librairie. Elle avait survécu à la violence de l'extrême droite et de la gauche *abertzale*, mais elle n'a pu faire face aux nouveaux modes de lecture et de consommation du XXI^e siècle, ni à la concurrence des plateformes numériques. La fermeture de cette librairie si emblématique et résistante met en lumière à la fois la crise durable du secteur du livre et l'indifférence d'une société toujours engagée dans un travail de deuil collectif, mais qui oublie parfois ses symboles de liberté. Avec la disparition matérielle de Lagun, ce ne sont pas seulement des murs et des rayonnages qui se voient perdus, mais un certain modèle de sociabilité intellectuelle et de résistance civique, difficilement remplaçable dans l'économie symbolique de la ville.

Dans le même temps, la trajectoire de Lagun s'est trouvée aussitôt réinvestie par certains acteurs mémoriels et culturels : dès l'été 2023, le Centro Memorial de las

⁶⁶ G. FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et J-F LÓPEZ, *op. cit.*

Víctimas del Terrorismo, en collaboration avec le Centro Internacional Antonio Machado, consacrait un cours d'été intitulé « La pluma y la espada. El terrorismo contra la cultura » à la violence exercée contre le monde de l'art et du livre, en faisant de la librairie de San Sebastián un cas paradigmatique de résistance et en projetant le documentaire *Lagun y la resistencia frente a ETA*. Ce type de dispositif illustre la manière dont la fermeture matérielle de la librairie n'a pas mis fin à sa fonction symbolique : la mémoire de Lagun se déplace vers d'autres espaces, académiques et militants, où se réfléchit explicitement l'articulation entre terrorisme, culture et démocratie.

L'histoire de Lagun montre ainsi que la fin des attentats et la dissolution d'ETA ne suffisent pas à clore le cycle du deuil collectif : tant que les violences successives n'auront pas été intégrées dans une mémoire commune, capable de reconnaître l'ensemble des victimes et des résistances, la société basque demeurera confrontée à un passé qui ne passe pas entièrement, pour reprendre l'expression d'Henry Rousso⁶⁷, et ce travail de deuil collectif demeurera structurellement empêché.

Dans le prolongement du thème « Deuil et mémoire des violences terroristes au Pays basque », l'histoire de la librairie Lagun met en lumière l'inachèvement d'un double processus mémoriel : d'une part, le deuil collectif empêché face aux violences franquistes, encore largement occultées dans les récits dominants ; d'autre part, les blessures non cicatrisées infligées par le terrorisme de l'ETA. À la fois symbole de la culture libre et bastion concret de la résistance intellectuelle, Lagun a été prise en étau entre ces deux extrêmes, devenant un lieu emblématique que ce contexte historique a produit.

Cette position liminaire révèle la fragmentation de la mémoire basque, écartelée entre des traumatismes successifs qui rendent difficile l'élaboration d'un récit commun. En cela, Lagun interroge la possibilité même d'un deuil collectif pluriel et unifié, dans une société basque où la mémoire se voit sans cesse contrariée par la superposition des violences. Sa fermeture, après des décennies de luttes, non pas sous les coups directs de la terreur mais pour des raisons économiques et sociales, illustre la fragilité du combat mémoriel lorsque celui-ci n'est pas activement relayé par les institutions et la société civile. Elle rappelle, en creux, que sans transmission continue, le souvenir des résistances ordinaires et des « espaces de liberté » risquent de s'étioler, laissant place à un oubli passif.

De ce point de vue, les initiatives récentes de la Diputación Foral de Gipuzkoa méritent une attention particulière : la transformation du Koldo Mitxelena Kulturunea prévoit la création d'une « Sala Lagun », grande salle de lecture explicitement dédiée à la parole, au débat et au renforcement d'une démocratie plus libre, conçue comme un hommage direct à la librairie et à ce qu'elle a représenté dans la vie intellectuelle de la ville. Parallèlement, le cycle de rencontres « Mintza Lagun Diálogos », organisé par le Département de la Culture, revendique le legs symbolique de la librairie pour structurer un espace de réflexion critique et de discussion publique autour des enjeux contemporains de la ville. Ces politiques culturelles contribuent à inscrire Lagun dans une géographie institutionnelle de la mémoire, en la transformant en référence stable pour penser, au présent, les liens entre culture, violence et citoyenneté. Elles participent ainsi d'un travail de deuil collectif qui ne se limite pas à commémorer les

⁶⁷ Éric CONAN et Henry ROUSSO, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, coll. Pour une histoire du XX^e siècle, 1994.

victimes, mais cherche à préserver les conditions mêmes d'une vie démocratique fondée sur des espaces de parole, de débat et de critique.

Face à cette mémoire éclatée, il devient urgent de réinvestir les lieux de culture comme catalyseurs de résilience, afin que le passé ne soit pas seulement subi, mais intégré dans un effort partagé de reconstruction symbolique. À ce titre, Lagun offre un cas exemplaire pour penser le deuil collectif : elle rappelle que celui-ci ne se joue pas seulement dans les monuments et les dates officielles, mais aussi dans la survie – ou la disparition – de ces espaces de liberté où le passé violent est discuté, raconté, transmis, et désormais reconfiguré dans de nouveaux dispositifs culturels qui prolongent, sous d'autres formes, l'héritage d'une librairie devenue lieu de mémoire. En retraçant ici la chronologie des faits, les atteintes subies et les gestes de solidarité qui l'ont accompagnée, cet article entend s'inscrire lui aussi dans ce travail de deuil collectif : il se veut non seulement analyse historique, mais geste d'hommage, contribuant à préserver la trace d'une résistance ordinaire que la disparition matérielle de Lagun pourrait sinon condamner au silence.

Bibliographie

- ARAMBURU, Fernando (17 septembre 2017), « María Teresa Castells y el humo de los libros », *El Mundo*, 17 septembre 2017. URL : <https://www.elmundo.es/cultura/literatura/2017/09/16/59bd54f3e2704e47168b462a.html>.
- ARCO BLANCO, Miguel Ángel del, *La hambruna española*, Barcelone, Crítica, 2025.
- AVILÉS, Juan, « Medio siglo de terrorismo en Europa occidental », *Cuadernos del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 4, p. 13-27.
- BABY, Sophie, *Le mythe de la Transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2018.
- BLÁZQUEZ, Elena, FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, Gaizka et LÓPEZ, Juan Francisco, « El cine en el punto de mira: la violencia política contra las salas de cine en España (1967-1992) », *Filmhistoria Online*, vol. 32, 2, 2022, p. 204-227.
- CALLEJA, José María, *iArriba Euskadi! La vida diaria en el País Vasco*, Madrid, Espasa Calpe, 2001.
- CASALS, Xavier, *La Transición española. El voto ignorado de las armas*, Barcelone, Pasado&Presente, 2016.
- , « El terrorismo parapolicial y de ultraderecha en la Transición: entre la argelinización, la argentinización y la italianización », in Gaizka FERNÁNDEZ SOLDEVILLA et María JIMÉNEZ (coord.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid, Tecnos, 2020, p. 169-201.
- CONAN, Éric et ROUSSO, Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, coll. Pour une histoire du XX^e siècle, 1994.
- DOMÍNGUEZ, Florencio, « Las claves de la derrota de ETA », *Informe del Centro Memorial de las Víctimas del Terrorismo*, 3, 2017, p. 1-63.
- ESPINOSA, Francisco, « La guerra de Acedo Colunga: memoria de la represión » in Francisco ESPINOSA, Guillermo PORTILLA et Ángel VIÑAS, (dir.), *Castigar a los rojos. Acedo Colunga, el gran arquitecto de la represión franquista*, Barcelone, Crítica, 2022.
- FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, Gaizka, « Mitos que matan. La narrativa del “conflicto vasco” », *Ayer*, 98, 2015, p. 213-240.
- et JIMÉNEZ RAMOS, María (coords.), *1980. El terrorismo contra la Transición*, Madrid, Tecnos, 2020.
- , *El terrorismo en España. De ETA al Dáesh*, Madrid, Cátedra, 2021.
- , « El final de ETA. De la ‘socialización del sufrimiento’ a la derrota policial de la banda », in AZCONA, José Manuel (éd.), *El discurso de ETA, la internacionalización del terror y la ficción audiovisual*, Madrid, Sílex, 2022, p. 389-410.
- et LÓPEZ, Juan Francisco, *Allí donde se queman libros. La violencia política contra las librerías (1962-2018)*, Madrid, Tecnos, 2023.

- FUSI, Juan Pablo, *Espacios de libertad: la cultura española bajo el franquismo y la reinención de la democracia, 1960-1990*, Barcelone, Galaxia Gutenberg, 2017.
- GONZÁLEZ, Arantzazu, « La violencia en Euskadi: el caso de la librería Lagun », *Leviatán*, 67, p. 141-146.
- GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, *El laboratorio del miedo. Una historia general del terrorismo, de los sicarios a Al Qua'ida*, Barcelone, Crítica, 2013.
- HIDALGO, Sara et FERNÁNDEZ SOLDEVILLA, Gaizka, « La 'socialización del sufrimiento'. ETA contra el pluralismo vasco (1995-2011) », in José AZCONA, Manuel et Matteo RE (éd.), *El asesinato social y el relato de las víctimas de ETA*, Valencia, Tirant lo Blanch, 2022, p. 83-114.
- HOFMANN, Anna Catharina, *Una modernidad autoritaria : el desarrollismo en la España de Franco (1956-1973)*, Valence, Prensas Universitarias de Valencia, 2023.
- JELIN Elizabeth, *Los trabajos de la memoria*, 2^e édition, Lima, IEP, 2012.
- LEONISIO, Rafael et LÓPEZ ROMO, Raúl, « La sociedad vasca ante el terrorismo. Miedo, indignación e indiferencia », in Rafael LEONISIO, Fernando MOLINA APARICIO et Diego MURO (éd.), *ETA. Terror y terrorismo*, Madrid, Marcial Pons, 2021, p. 197-223.
- LÓPEZ ROMO, Raúl, « La época del 'conflicto vasco', 1995-2011. Aplicación de un mito abertzale », in Antonio RIVERA (éd.), *Nunca hubo dos bandos. Violencia política en el País Vasco, 1975-2011*, Grenade, Comares, 2019, p. 141-174.
- MAYA, Antton, *La justice transitionnelle au-delà de la Transition : le cas de la communauté autonome basque*, 204, Bayonne, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. Collection des thèses, 2021.
- NORA, Pierre, « Entre Mémoire et Histoire : la problématique des lieux » in *Les Lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, 1997, p. 15-42.
- RECALDE, José Ramón, *Fe de vida*, Barcelone, Tusquets editores, 2004.
- RICŒUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000.
- RODRÍGUEZ, José Luis, *Reaccionarios y golpistas. La extrema derecha en España: del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1982)*, Madrid, CSIC, 1994.
- ROJAS, Francisco, *Dirigismo cultural y disidencia editorial en España (1962-1973)*, Alicante, Universidad de Alicante, 2013.
- SESMA, Nicolás, *Ni una, ni grande, ni libre: la dictadura franquista (1937-1977)*, BarcelonE, Crítica, 2024.

TORIBIO, Mireya, *What we talk about when we talk about terrorism. The construction of the concept of « terrorism » through the law in Spain (1894-2024)*, Thèse de doctorat soutenue en 2025 à l'Université de Birmingham.

UGARTE, Josu (coord.), *La bolsa y la vida. La extorsión y la violencia de ETA contra el mundo empresarial*, Madrid, La Esfera de los Libros, 2018.